

LE CLIMAT, VICTIME COLLATÉRALE DES DÉPENSES MILITAIRES

Ou comment les dépenses militaires
accélèrent la dégradation du climat



TIPPING POINT
NORTH SOUTH

Stop
Wapenhandel


tni
transnationalinstitute

✉ **Abonnez-vous à notre newsletter:**
www.tni.org/en/subscribe

ou scannez le code QR :



AUTEURS : Mark Akkerman, Deborah Burton, Nick Buxton, Ho-Chih Lin, Muhammed Al-Kashef, Wendela de Vries

RÉDACTEUR : Nick Buxton

RÉVISEURE : Deborah Eade **CONCEPTION :** Evan Clayburg

PUBLIÉ PAR :

Transnational Institute – www.TNI.org

Stop Wapenhandel – www.stopwapenhandel.org

Tipping Point North South – www.tippingpointnorthsouth.org

Global Campaign on Military Spending (GCOMS) – www.demilitarize.org

TRADUCTION PAR : Danièle Fayer-Stern (GRIP - www.grip.org)

REMERCIEMENTS : Nous remercions Benjamin Neimark, Daniel Willis, Josephine Valeske, Niamh Ni Bhriain et Stuart Parkinson pour leurs précieux commentaires et réactions sur les premières versions de ce rapport.

Novembre 2022

Le contenu du rapport peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source soit correctement citée. TNI apprécierait de recevoir un exemplaire ou un lien vers le texte qui cite ou exploite le rapport. Veuillez noter que les droits d'auteur des images restent la propriété des photographes.

<http://www.tni.org/copyright>

SOMMAIRE

Résumé exécutif	1
Les plus grands dépensiers militaires sont les plus grands émetteurs	8
Émissions militaires	10
Dépenses militaires depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie	11
Financement climatique ou dépenses militaires	15
Financements climatiques déclarés	15
Financements climatiques réels	15
Les financements climatiques comparés aux dépenses militaires	16
L'augmentation des dépenses militaires affectera-t-elle le financement climatique ?	17
Exportations d'armes et assistance militaire	18
L'Égypte et la COP27 : le « greenwashing » d'un État militaire	24
L'armée peut-elle devenir verte ?	28
Les obstacles à la réduction des émissions	30
Les objectifs militaires passent avant les objectifs climatiques	32
Réaffecter les dépenses militaires au bénéfice des pays vulnérables au climat	35
Promesses non tenues et fonds insuffisants	36
Réaffecter les dépenses militaires pourrait contribuer à combler le déficit de financement	36
Construire une transition juste	38
Conclusion	40

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Lors du sommet annuel sur le climat (COP27) qui s'est tenu en Égypte en novembre 2022, de nombreuses questions ont été abordées, mais les dépenses militaires ne figuraient pas à l'ordre du jour officiel. Pourtant, comme le montre ce rapport, les dépenses militaires et les ventes d'armes ont un impact profond et durable sur les capacités de faire face à la crise climatique, et plus encore, pour le faire d'une manière qui favorise la justice. Chaque dollar dépensé pour l'armée augmente non seulement les émissions de gaz à effet de serre (GES), mais détourne aussi les ressources financières de la lutte contre l'une des plus grandes menaces existentielles que l'humanité ait jamais connue, ainsi que les compétences et l'attention que celle-ci requiert. En outre, l'augmentation constante des flux d'armes dans le monde entier jette de l'huile sur le feu climatique, attise la violence et les conflits et aggrave les souffrances des communautés les plus vulnérables à la dégradation du climat.

Les dépenses militaires et les émissions de GES suivent la même courbe ascendante, et celle-ci est abrupte. Les dépenses militaires mondiales sont en hausse depuis la fin des années 1990, bondissant depuis 2014 pour atteindre le montant record de 2 000 milliards USD en 2021. Pourtant, les pays même qui affichent les plus grandes dépenses militaires sont incapables de trouver ne serait-ce qu'une fraction des ressources nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique ni de prendre le moindre engagement en ce sens.

Voici ce qui ressort de notre étude :

Les pays les plus riches et les plus responsables de la crise climatique effectuent davantage de dépenses militaires qu'ils ne contribuent financièrement à la lutte contre la dégradation du climat.

- **Les pays les plus riches** (selon le classement de l'Annexe II des négociations des Nations unies sur le climat) **dépensent 30 fois plus pour leurs forces armées que pour financer les actions pour le climat dans les pays les plus vulnérables**, ce qu'ils sont pourtant légalement tenus de faire.
- **Sept des dix premiers émetteurs historiques figurent également parmi les dix premiers dépensiers militaires mondiaux** : par ordre de grandeur, les États-Unis sont de loin les plus dépensiers, suivis de la Chine, de la Russie, du Royaume-Uni, de la France, du Japon et de l'Allemagne. Les trois autres pays de ce « top 10 » – l'Arabie saoudite, l'Inde et la Corée du Sud – sont également de gros émetteurs de GES.
- **Entre 2013 et 2021, les pays les plus riches (Annexe II) ont dépensé 9,45 trillions USD pour leurs forces armées**, soit 56,3 % du total des dépenses militaires mondiales (16,8 trillions USD), alors qu'on estime qu'ils ont effectué pour 243,9 milliards USD de dépenses supplémentaires pour le climat. Les dépenses militaires ont augmenté de 21,3 % depuis 2013.

Les dépenses militaires augmentent les émissions de GES

- Selon un rapport publié en 2022 par le *Scientists for Global Responsibility*, **l’empreinte carbone de l’armée mondiale représente environ 5,5 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre**. À titre de comparaison, l’aviation civile représente 2 % des émissions mondiales de GES.
- En termes de consommation de carburant, si les **forces armées du monde étaient classées** comme un seul pays, elles seraient le **29^e plus grand consommateur de pétrole au monde**, juste devant la Belgique et l’Afrique du Sud.
- Selon d’autres estimations du *CEOBS* (Conflict Environment Observatory) et de *Scientists for Global Responsibility* (SGR), l’empreinte carbone militaire annuelle est évaluée à **205 millions de tonnes d’équivalent dioxyde de carbone pour les États-Unis** et à **11 millions de tonnes pour le Royaume-Uni**. Quant à la France, elle compte pour environ un tiers des **24,8 millions de tonnes estimées pour l’Union européenne**.

Rien n’étaye la possibilité d’une armée « verte ».

Les forces armées des pays les plus riches vantent de plus en plus leurs efforts pour lutter contre le changement climatique, citant notamment l’installation de panneaux solaires sur les bases, la construction de protections contre l’élévation du niveau de la mer et le remplacement des combustibles fossiles dans certains matériels militaires. Mais à y regarder de plus près, on s’aperçoit qu’il s’agit davantage de battage médiatique que de progrès substantiels :

- **Dans la plupart des stratégies militaires nationales sur le climat, les objectifs de réduction sont vagues et non définis**. Par exemple, la France affirme avoir réduit la consommation de combustibles fossiles de ses bases militaires de 22 % depuis 2010 et s’engage à la réduire encore de 30 %. Mais aucun objectif n’est fixé pour sa consommation de carburant opérationnel, qui est supposée couvrir 75 % de la consommation d’énergie militaire.
- **Les armées n’ont pas su trouver des carburants alternatifs valables pour les transports et les équipements utilisés lors des opérations et des exercices**. Ces carburants représentent 75 % de la consommation d’énergie des armées. Le carburéacteur représente à lui seul 70 % du carburant utilisé par les armées, suivi de la propulsion navale et, dans une moindre mesure, des véhicules terrestres. L’aviation militaire est confrontée aux mêmes défis que l’aviation civile : les carburants alternatifs sont encore trop chers, leur disponibilité est limitée et ils ne sont pas durables.
- **La plupart des objectifs déclarés de « Zéro émissions nettes » reposent sur de fausses hypothèses**. Ils sont censés être atteints grâce à des technologies qui n’existent pas encore à l’échelle, telles que la capture du carbone, ou de combustibles de substitution dont les coûts sociaux et environnementaux sont très élevés.
- **En attendant, l’armée continue de développer de nouveaux systèmes d’armes encore plus polluants**. Par exemple, les chasseurs F-35A consomment environ 5 600 litres de pétrole par heure, contre 3 500 pour les chasseurs F-16 qu’ils remplacent. Comme les systèmes militaires ont une durée de vie de 30 à 40 ans, cela signifie qu’il faudra continuer d’utiliser ces systèmes très polluants pendant de nombreuses années.

En outre, les alliances militaires telles que l'OTAN ont clairement indiqué qu'elles ne compromettraient pas leur domination militaire pour lutter contre le changement climatique. Celui-ci n'est abordé dans les différents plans de sécurité nationale que dans les appels à augmenter les dépenses militaires pour faire face à cette « menace », plutôt que comme la nécessité de réduire ou repenser leurs opérations.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait exploser les dépenses militaires et leurs émissions.

L'invasion russe de l'Ukraine en 2014, et en particulier l'énorme escalade depuis février 2022, a été utilisée pour approuver des augmentations majeures de dépenses militaires (et, par conséquent, des émissions de GES), sans la moindre prise en compte apparente des impacts climatiques, ni par la Russie, ni par les 30 pays membres de l'alliance de l'OTAN.

- La **Commission européenne estime que ses États membres augmenteront leurs dépenses militaires d'au moins 200 milliards EUR**, en combinant des fonds supplémentaires *ad hoc* et des augmentations structurelles à plus long terme. Les États-Unis ont approuvé un budget militaire record de 840 milliards USD pour 2023, et **la France a annoncé des dépenses militaires supplémentaires de 3 milliards EUR en 2022**. La Russie a approuvé une augmentation de 27 % de ses dépenses militaires depuis 2021, ce qui portera ses budgets à un total de 83,5 milliards USD en 2023. Les **objectifs climatiques ont été rapidement évacués** au profit d'objectifs militaires. Rien qu'en 2022, 476 avions de chasse, parmi les plus gourmands en carburant, les F-35, ont été commandés – 24 pour la République tchèque, 35 pour l'Allemagne, 36 pour la Suisse, 6 de plus pour les Pays-Bas en plus des commandes précédentes, et 375 pour les États-Unis.
- **La guerre détourne déjà les ressources du financement climatique au profit des dépenses militaires.** En juin 2022, le Royaume-Uni a transféré de l'argent de son budget de financement climatique pour contribuer au forfait de soutien militaire à l'Ukraine à concurrence d'1 milliard GBP. Le gouvernement norvégien a suspendu tous ses débours d'aide au développement, en ce compris le financement climatique, afin « d'anticiper » les conséquences potentielles de la guerre en Ukraine.

Le grand gagnant de cette explosion de dépenses militaires est l'industrie de l'armement.

L'industrie de l'armement est en plein essor grâce à l'augmentation mondiale des dépenses militaires et s'est diversifiée dans des secteurs comme le contrôle des frontières et la gestion de l'immigration. L'Agence européenne de défense (AED) a indiqué en 2021 que « l'augmentation mondiale des investissements dans la défense a le plus fortement bénéficié à l'acquisition de nouveaux équipements » au cours des dernières années. Après l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, et en particulier après que l'Allemagne a annoncé une augmentation de 100 milliards EUR, les cours des actions des grandes entreprises d'armement se sont envolés.



Transnational Institute (TNI) est un institut international de recherche et de plaidoyer qui s'engage à construire une planète juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI a servi de lien unique entre les mouvements sociaux, les universitaires engagés et les décideurs politiques.

www.TNI.org

Stop Wapenhandel

Stop Wapenhandel est une organisation indépendante de recherche et de campagne opposée au commerce et à l'industrie de l'armement. Elle fait campagne contre les exportations d'armes vers les pays pauvres, les régimes non démocratiques et les pays en zone de conflit. Elle s'oppose également au financement du commerce des armes par les gouvernements, les banques et les fonds de pension.

www.stopwapenhandel.org

TIPPING POINT NORTH SOUTH

Tipping Point North South (TPNS) est une coopérative qui soutient et lance des projets créatifs, axés sur des campagnes, qui font avancer l'agenda mondial de la justice sociale. Il s'agit d'une coopérative « pour le bénéfice de la communauté » au service de la « communauté » à tous les niveaux – du local au national en passant par l'international – en particulier sur les questions de justice sociale, économique et environnementale.

www.tippingpointnorthsouth.org